

## Des ruines des bibliothèques et des musées de Gaza a surgi un nouveau champ de bataille, numérique, où les Palestiniens ont pu documenter et archiver les deux années de bombardement.

*Ghada Dimashk*, archiviste et bibliothécaire de métadonnées.

# LE MONDE À L'ENVERS DES ARCHIVES : MÉMOIRE, EFFAÇAGE ET RÉSISTANCE EN PALESTINE

« Pourquoi le feu ? Parce que le feu ne laisse que des cendres, et les cendres ne peuvent témoigner. Le feu est le complice parfait de l'oubli »

Waciny Laredj, écrivain algérien

Des siècles se cachent derrière cette question. Le feu a toujours été l'arme de ceux qui craignent la mémoire ou souhaitent effacer ce qu'ils ne peuvent maîtriser. Depuis *l'auto da fé* du *Candide* de Voltaire, où livres et corps sont brûlés pour purifier le monde de ses soi-disant péchés, aux bibliothèques de Bagdad et de Sarajevo réduites en cendres au nom de l'ordre, chaque flamme prétend défendre la civilisation, même pendant qu'elle la dévore.

Trois siècles plus tard, ce même rituel se poursuit et ce feu continue à brûler, non plus à Lisbonne, mais dans les cieux de Gaza. Sa justification n'est plus l'hérésie, c'est la sécurité. Les outils évoluent, mais la foi en la destruction demeure. Aujourd'hui, Gaza n'est pas incendiée par des torches, mais par des F-16 et par le silence algorithmique. Israël a déclaré la guerre à la mémoire même. Ses traces sont partout. Bibliothèques réduites en poudre. Archives vaporisées. Centres culturels bombardés jusqu'à l'oubli. Archivistes et bibliothécaires, ces gardiens silencieux de la continuité, assassinés à leur poste. Ce ne sont pas des dommages collatéraux. C'est un « libricide », soit l'annihilation délibérée et systématique de l'âme intellectuelle et culturelle d'un peuple. Forgé dans le courant du XX<sup>ème</sup> siècle et défini par Rebecca Knuth (2003), « libricide » désigne ce que le droit international reconnaît désormais comme crime de guerre, soit la destruction délibérée du patrimoine culturel comme acte d'effaçage.

Pourtant, la loi n'est pas parvenue à protéger la mémoire. La Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé visait à sauvegarder archives, bibliothèques et institutions culturelles en temps de guerre. Gaza en a souligné la futilité. Lorsque les archives font l'objet d'attaques délibérées et les institutions culturelles sont systématiquement effacées, le silence international devient complicité. À moins que le monde dans lequel nous vivons ne soit un monde à l'envers, une structure à la gravité inégale, dont un côté brille en continuité, couvert de privilèges, tandis que l'autre reste écrasé sous les décombres et la censure. Tandis que ses archives sont protégées au titre de « patrimoine » et que leurs ruines sont déplorées au titre de tragédies mondiales, les bibliothèques et musées gazaouis brûlent en silence. Ce n'est pas une fiction : les lois de ce monde inversé décident de l'histoire qui mérite d'être protégée et de celle qui peut être effacée sans conséquences. Ici, la théologie de *l'auto da fé* rejoint la physique de l'empire : le feu comme purification, la gravité comme domination, la mémoire comme garantie. Avec pour résultat notre « monde à l'envers des archives », réalité où le pouvoir de préserver et d'effacer obéit à la même loi du déséquilibre, où la protection devient en soi un privilège.

### LES ARCHIVES DE GAZA SOUS LE FEU : LA GUERRE CONTRE LA MÉMOIRE

Depuis le 7 octobre 2023, Gaza a non seulement subi l'une des attaques les plus dévastatrices de l'histoire mo-

Vue de la Grande Mosquée Omari après un bombardement. Sa bibliothèque abritait l'une des plus importantes collections de manuscrits rares de Palestine, dont certains dataient du XIV<sup>ème</sup> siècle./G.D.



derne jamais menée contre la vie civile, mais aussi l'une des plus grandes destructions de la mémoire culturelle jamais recensées. Universitaires et observateurs des droits humains l'ont décrite comme une campagne de « génocide culturel », une attaque visant non seulement les Palestiniens, mais l'Histoire.

Les rapports du Conseil international des Archives (ICA), des Nations unies et de nombreuses organisations pour les droits humains, comme Euro-Med Human Rights Monitor, documentent la destruction des archives municipales, des bibliothèques et des musées gazaouis au cours de la guerre. Les pertes incluent des registres irremplaçables de la vie palestinienne – actes notariés de propriété historiques, manuscrits, photographies et livres rares qui témoignaient de la continuité civile, sociale et intellectuelle de Gaza.

On compte parmi les épisodes les plus dévastateurs la destruction des Archives centrales de la ville de Gaza en novembre 2023, des bombardements ayant provoqué un incendie qui a consumé plus de 150 ans de registres municipaux : actes notariés de propriété, registres civils et documents d'urbanisme. Ce même mois, le centre culturel Rashaad al-Shawa, siège de la bibliothèque Tamari Sabbagh, qui contenait des dizaines de milliers de livres, était bombardé. En décembre, un raid aérien endommageait gravement la grande mosquée Omari, la plus ancienne et la plus vaste de Gaza. Sa bibliothèque abritait l'une des collections les plus importantes de manuscrits rares de Palestine, dont certains dataient du XIV<sup>ème</sup> siècle.

Le centre Eyes on Heritage, situé dans la tour Al-Ghafri et renommé pour sa numérisation de manuscrits arabes et islamiques rares, était, lui, attaqué en décembre 2023 avec pour résultat la destruction de collections d'une valeur incalculable. Ce qui avait été épargné est resté debout jusqu'à ce qu'une deuxième frappe aérienne réduise, début 2025, ce centre à des débris, rayant de la carte l'un des sites essentiels de conservation d'archives de Gaza.

À Beit Lahia, la bibliothèque publique Edward Saïd, fondée par le poète et bibliothécaire Mosab Abu Toha, a été détruite et sa collection de 4 000 volumes brûlée. M. Toha a estimé plus tard que la valeur des ouvrages disparus ne résidait pas dans les objets eux-mêmes, mais dans

« le savoir, les souvenirs et les dédicaces d'auteurs » qu'ils contenaient. D'autres bibliothèques, dont la bibliothèque municipale de Gaza, l'une des plus anciennes de la Bande, ont subi des dommages ou ont été démolies.

La dévastation s'est étendue jusqu'aux établissements d'enseignement supérieur de Gaza. D'après Scholars at Risk, le bâtiment principal de l'université d'Al-Israa, de même que sa bibliothèque et le musée national, qui abritait plus de 3 000 objets archéologiques uniques, a été démoli en janvier 2024.

Les musées et sites archéologiques n'ont pas été mieux lotis. Ainsi, le musée culturel Al Qarara, le musée Akkad, le musée Deir al Balah et le musée archéologique de Palestine (musée de Gaza) ont été détruits ou pillés. Des sites tels que celui du monastère Saint Hilarion (V<sup>ème</sup> siècle apr. J.-C.) et celui de Tell es-Sakan (une cité cananéenne) ont également subi des dommages. D'après le ministère palestinien de la Culture, plus de cent sites culturels et archéologiques ont été touchés, ce qui a entraîné la disparition de preuves tangibles de la présence continue de Palestiniens sur le territoire.

Les destructions n'ont pas épargné la vie des personnes qui veillaient sur ce patrimoine. En mars 2025, le ministère palestinien de la Culture informait que 118 travailleurs du secteur de la culture avaient perdu la vie sur la seule année 2024. Des centaines de bibliothèques particulières et de collections familiales ont disparu sous les décombres. Quant aux survivants dont les collections ont survécu aux bombardements, ils ont été confrontés à une autre sorte de perte. Plusieurs, face à la faim et à l'effondrement total des infrastructures, ont dû brûler leurs livres afin de pouvoir cuisiner pour leurs enfants. Comme l'a déploré l'écrivain Fayez Abu Shamala, « nous demandons pardon d'avoir brûlé un livre de poésie, mais nous nous sommes vus contraints de le faire pour faire cuire notre repas ». À Gaza, jusqu'au geste d'alimenter sa famille a dérivé en la destruction de la culture, les pages qui jadis étaient destinées à être lues étant devenues le seul moyen de garder des enfants en vie.

Début 2025, l'Unesco constatait sur la foi d'images satellites et d'évaluations à distance les dommages causés à quelque 110 sites culturels gazaouis – édifices religieux, musées, monuments et sites archéologiques.

Néanmoins, ses rapports n'allaient pas jusqu'à attribuer des responsabilités ni reconnaître une destruction systématique. Ses déclarations ne faisaient qu'exprimer une « profonde préoccupation » et réitéraient les appels au respect de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Pour la population de Gaza, la perte des archives et des bibliothèques a porté un coup très rude à la continuité palestinienne, au passé écrit, enregistré et mémorisé qui soutient l'identité. Comme l'a déclaré le romancier Yousri al-Ghoul dans son témoignage, « la destruction est si vaste pour être mentionnée dans un seul témoignage ; c'est comme s'ils [les Israéliens] déclaraient : Nous vous briserons à la racine ».

### **DU SILENCE AU TÉMOIGNAGE : QUAND LA MÉMOIRE RESURGIT**

Après cette annihilation, le silence des institutions n'a fait qu'aggraver la blessure. L'Unesco, l'ICA et l'IFLA ont émis des déclarations rédigées avec une précaution toute diplomatique où ils exprimaient leur préoccupation, mais sans nommer les responsables. Ces déclarations semblaient disproportionnées par rapport à l'ampleur de la destruction qui se tenait à Gaza, où les archives, les bibliothèques et tout l'équipement culturel ont été systématiquement anéantis.

Cruelle ironie, alors que les archivistes palestiniens se faisaient assassiner et leur archives étaient réduites à néant, la communauté archivistique célébrait la Semaine internationale des Archives en juin 2025, en un douloureux reflet du « monde à l'envers des archives », un monde où les gardiens de la mémoire préservent l'ordre, mais non pas la justice. C'est une réalité qui nous oblige à nous poser cette question : comment est-il possible que, face à une dévastation culturelle sans précédents, les institutions culturelles du monde restent incapables de répondre proportionnellement à l'ampleur du désastre ? Notamment quand la Commission internationale indépendante d'investigation des Nations unies a rattaché les attaques contre les sites patrimoniaux à de possibles crimes de guerre et à des tentatives « d'éroder les liens historiques des Palestiniens avec la terre ».

Toutefois, au milieu de ce silence, les Palestiniens et les réseaux mondiaux de solidarité ont construit leur propres contre-archives. En juin 2024, l'Archives & Digital Media Lab lançait une campagne intitulée « Archiving against Genocide » (Archiver contre le génocide), rejointe par des douzaines d'archivistes et travailleurs du domaine de la mémoire du monde entier. Sa déclaration condamnait le pillage et la destruction des archives de Gaza et faisait appel à la solidarité professionnelle et à des actions éthiques contre l'effacement culturel.

C'est dans ce vide de responsabilités, où les mécanismes officiels ont fait défaut, qu'un nouveau mode de pratique archivistique a surgi des ruines, « l'archivage numérique de la survie ». Leurs institutions sous les décombres, les Palestiniens ont eu recours à leurs téléphones et aux réseaux sociaux comme outils de préservation. Archivistes, journalistes, étudiants et familles se sont mués en gardiens de la mémoire et ont documenté les bombardements, les déplacements et la résistance

en temps réel. Chaque photo, vidéo et message est devenu une preuve, un morceau de témoignage collectif.

Ces efforts ont donné lieu à une forme d'archives décentralisées et en réseau, que l'on pourrait appeler « archivage de rencontre » – mémoire produite au moment du danger, partagée pour contrer l'oubli. Sur des plateformes comme Telegram, X, Instagram, Facebook et TikTok, les Palestiniens ont transformé le témoignage personnel en un registre collectif de la vérité.

Par cette insurrection numérique, le peuple de Gaza a redéfini l'archive. Ce que les institutions ne sont pas parvenues à protéger, les communautés l'ont reconstruit via la documentation et le témoignage. Chaque téléchargement est devenu un acte de rébellion, chaque ensemble de données un monument contre l'effacement. Et de la destruction ont surgi des archives vivantes, des archives de douleur et de résistance qui soulignent, même sous le feu, que la mémoire appartient au peuple. Toutefois, ces nouvelles archives n'ont pas pris place dans des bâtiments mais dans la bande passante. Ce qui a commencé par des actions individuelles s'est vite transformé en quelque chose de plus grand, en un front numérique où la mémoire elle-même est devenue un champ de bataille.

### **ARCHIVAGE DE RENCONTRE : LE CHAMP DE BATAILLE NUMÉRIQUE DE LA MÉMOIRE**

Des ruines des bibliothèques et des musées de Gaza a surgi un autre champ de bataille, le champ de bataille numérique de la mémoire.

Pendant presque deux ans, tandis que les rédactions occidentales débattaient sur « les deux côtés », les habitants de Gaza retransmettaient en direct la faim, les fosses communes et les derniers mots susurrés sous le feu. Des milliards de publications ont inondé Instagram, X, TikTok et Telegram. Le monde a été le témoin de l'effacement via les mains tremblantes d'une mère à Rafah, d'un médecin à Al Shifa, d'un étudiant à Gaza-ville.

Sur ce nouveau champ de bataille, les Palestiniens ont converti les réseaux sociaux en contre-archives. Non seulement ils ont retrouvé le pouvoir de raconter, mais ils ont inversé la hiérarchie globale du récit, brisant de la sorte des décennies de monopole israélien sur l'histoire de la Palestine. Ils ont construit ce que, méHanine Shehadeh appelle une « patrie numérique flottante », des archives dispersées et vivantes qui défient l'effacement car elles existent partout en même temps. Face au silence des institutions mondiales, ces « archives sociales d'un génocide » sont devenues le registre le plus véridique de la guerre, construit depuis zéro par ceux qui la vivaient. Ses répercussions ont été mondiales : les manifestations, les soulèvements dans les campus, les actions légales – comme celle entreprise pour actes de génocide par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice – se sont nourries de cette documentation populaire.

Ce tournant a cependant fait redoubler d'intensité la bataille pour le récit. Ayant perdu le contrôle de l'opinion publique, Israël a tenté de redessiner le terrain numérique. Il a été révélé qu'en 2025 le gouvernement israélien avait commandé à la société américaine Clock Tower X une campagne de six millions de dollars visant à « manipuler » les algorithmes des réseaux sociaux et à entraî-

ner les systèmes d'intelligence artificielle, à générer des contenus pro-israéliens destinés au jeune public, dans le but d'inonder les chronologies de narratifs fabriqués.

Les géants de la technologie ont par ailleurs eux aussi joué leur rôle. Sous prétexte de « modération neutre », les systèmes algorithmiques de Google et de Meta continuent à supprimer des contenus palestiniens, à interdire des publications, à signaler des images de destruction comme étant « graphiques », mécanisme qui permet faire taire les voix qui défient le consensus occidental.

Cette révélation nous ramène à une question fondamentale : pourquoi l'archive est-elle toujours la première à se faire attaquer ? Derrida nous aide à le comprendre à l'aide de la notion de *pharmakon*, de l'archive vue à la fois comme poison et comme remède. À toutes les époques, ceux qui contrôlent l'archive contrôlent le récit, et ceux qui façonnent le récit influent sur le public. Ce projet ne se limitait pas à la propagande, mais était une tentative de s'emparer de l'architecture de la mémoire et de la vérité à l'ère numérique.

Voilà pourtant que le système se lézarde. En un surprenant revirement, un bot pro-israélien propulsé par l'IA s'est rebiffé, qualifiant les soldats des FDI de « colonisateurs blancs dans l'Israël de l'*apartheid* » et refusant de promouvoir leur narratif. Les technologies conçues pour effacer la Palestine ont commencé à exposer le pays. Il s'est avéré que la vérité a sa gravité : il est possible de manipuler les algorithmes, mais on ne peut pas effacer ce que des millions de personnes ont déjà vu, conservé et partagé. Telle est la nouvelle réalité. L'archivage n'est plus contrôlé par les puissants. Désormais, il est aux mains du peuple. Chaque capture d'écran, chaque vidéo téléchargée, chaque repost est une brique apportée à un indestructible édifice de mémoire. Israël peut bombarder des bibliothèques, mais ne peut pas bombarder le cloud. Il peut censurer des hashtags, mais ne peut pas entraver le torrent de témoignages. Sa tentative de contrôler la visibilité n'a fait que révéler ce qu'il cherchait à cacher, la persistance de la mémoire palestinienne, vivante et connectée en réseau dans tout l'univers numérique.

## LUTTER CONTRE L'EFFAÇAGE : LES ARCHIVES DU PEUPLE

Face à l'absence d'efforts internationaux en vue de la reconstruction archivistique palestinienne, les Palestiniens se sont, avec des archivistes et des universitaires, attelés à la tâche de préserver leur propre histoire. Ce que les États n'ont pas réussi à protéger, les communautés l'ont reconstruit via la documentation et la mémoire.

En dépit de la censure, des pannes de courant et des campagnes de désinformation, les Palestiniens ont fait de l'exil numérique une résistance épistémique. Non seulement leurs vidéos, leurs photos et leurs témoignages ont résisté à l'élimination, mais elles ont aussi refaçonné l'histoire. Pourtant, est-ce suffisant pour pouvoir survivre ? Comme l'a observé Jamila Ghaddar « entre la fermeture d'Internet et la censure massive effectuée par les entreprises de réseaux sociaux, la documentation sur le génocide courait un grave danger ». C'est pourquoi, l'archivage était devenu une urgente nécessité. En réponse à ce besoin, et en plein effaçage numérique – tandis que Meta

et Google renforçaient leur contrôle algorithmique, supprimant le contenu palestinien et désactivant les preuves des atrocités –, de nouvelles initiatives destinées à documenter et à archiver le génocide se sont fait jour.

C'est à compter de ce mouvement grandissant de résistance numérique que différentes initiatives de base n'ont pas tardé à systématiser et à sauvegarder ces preuves. On compte parmi elles « We are not numbers », « Accountability Archives », « Israel exposed » et « Airwars », qui sont aussi intervenus et ont documenté, vérifié et préservé les preuves de la destruction, transformant ainsi les éléments fragmentés du trauma en les fondations de futures archives. Ces projets ne se limitent pas à compiler des données, ils créent aussi une continuité. Ainsi, en juillet 2025, « Israel exposed » annonçait la présentation auprès de la Cour pénale internationale de 710 gigabytes d'images du génocide de Gaza, issues principalement de Telegram et rassemblées par le groupe « Evidence Task ». Ces actions d'archivage civique transforment la mémoire en témoignage légal et garantissent que ce qui a été constaté ne puisse pas être démenti.

On trouve parmi ces initiatives « Archiving Gaza's Genocide & the War on Lebanon », inscrite dans le projet « Fighting Erasure ». Avec d'autres, elle a fait de l'archivage des réseaux sociaux l'action de préservation la plus importante de Gaza, un effort collectif pour retenir l'irréfrénable. Des milliers de comptes Instagram, Telegram, TikTok et X ont été systématiquement suivis afin de documenter toutes les facettes de la guerre – des bombardements et déplacements massifs de population aux expressions créatives surgies comme actes de rébellion. Par ces traçages numériques, les Palestiniens et leurs alliés de la région et du monde ont fait des réseaux sociaux un registre vivant de la guerre et de la culture, où cohabitent souffrance et créativité.

La comédie grinçante, l'art de la protestation, les peintures murales de rue, les journaux illustrés, la poésie, les cantiques et les chansons de résistance circulent aux côtés de témoignages et d'images satellites de la destruction. Les combats indigènes locaux sont venus s'entremêler à la voix de Gaza pour former un chœur transnational de solidarité. Dans cette convergence, les réseaux sociaux deviennent bien davantage qu'un témoin. Ils deviennent des archives vivantes du refus de l'humanité d'oublier, en préservant non seulement les preuves des atrocités commises, mais aussi le pouls de la survie culturelle.

Ces initiatives marquent un tournant. Elles ont retourné les institutions et les hiérarchies, elles ont renoué avec l'auctorialité et ont fait du témoignage une forme de survie. À travers elles, l'archive révèle sa véritable identité d'outil de préservation, protégeant l'histoire afin qu'elle ne soit pas effacée.

Ainsi, dans « le monde à l'envers des archives », les Palestiniens ont accompli l'inattendu. Ils l'ont remis à l'endroit. Ils ont marqué une nouvelle ère de la pratique archivistique palestinienne, où l'archivage, jusque-là outil réservé aux États et aux empires, s'exerce maintenant dans le cloud, dans des disques durs et aux mains de ceux qui refusent de détourner le regard. Désormais, ce qui a été conçu pour effacer conserve ; désormais, ce qui cherchait à faire taire parle.

Et, à Gaza, l'effaçage a échoué./